

LE RELAIS FRANÇAIS DU « CLASH DES CIVILISATIONS »

Nicolas Sarkozy agite le voile islamique



Le débat qui agite la France depuis huit mois « à propos » du voile islamique a en réalité été volontairement provoqué par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. Se plaçant sur la même ligne que l'administration Bush en matière de politique internationale, il entend mettre le président de la République en difficulté en montrant que le soutien français aux États musulmans ne serait pas payé de retour sur le plan intérieur. Ce faisant, il importe le « clash des civilisations » et remet en cause le pacte laïque tout en se réclamant de lui.

page 2

Gore Vidal dresse le constat de faillite de la démocratie états-unienne

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'écrivain états-unien Gore Vidal, déplore la dérive politique de son pays. Il constate que la moitié de ses concitoyens, pris de dégoût, n'ira pas voter à la prochaine élection présidentielle tandis que l'opinion publique intérieure se divise entre impérialistes et anti-impérialistes sous l'œil silencieux des grands médias qui ignorent toute contestation du système. Le moment est venu, assure-t-il, de rédiger une nouvelle constitution.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ **Le Forum économique de Jeddah offre aux pays arabes l'occasion de discuter de l'établissement d'un marché unique entre eux**

■ **Deux officiels irakiens appellent l'Arabie saoudite à participer activement à la reconstruction de l'Irak**

■ **Le président syrien souhaite mener une action diplomatique conjointe avec la Turquie sur le dossier irakien**

■ **Le Liban et la Russie évoquent la stabilité régionale et le dossier irakien**

■ **Le Liban et Oman appellent au désarmement régional**

page 15



COMPASSION

Poursuivant son programme de soutien aux « initiatives basées sur la foi », George W. Bush a annoncé, le 15 janvier 2004, des mesures de déréglementation permettant à l'État de se dégager un peu plus des activités sociales pour les confier à des organismes confessionnels caritatifs. En contrepartie, l'État financera partiellement les œuvres sociales religieuses et la construction des lieux de culte à hauteur de 28 milliards de dollars en 2004.

Le relais français du « clash des civilisations »

Nicolas Sarkozy agite le voile islamique

Le débat qui agite la France depuis huit mois « à propos » du voile islamique a en réalité été volontairement provoqué par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. Se plaçant sur la même ligne que l'administration Bush en matière de politique internationale, il entend mettre le président de la République en difficulté en montrant que le soutien français aux États musulmans ne serait pas payé de retour sur le plan intérieur. Ce faisant, il importe le « clash des civilisations » et remet en cause le pacte laïque tout en se réclamant de lui.



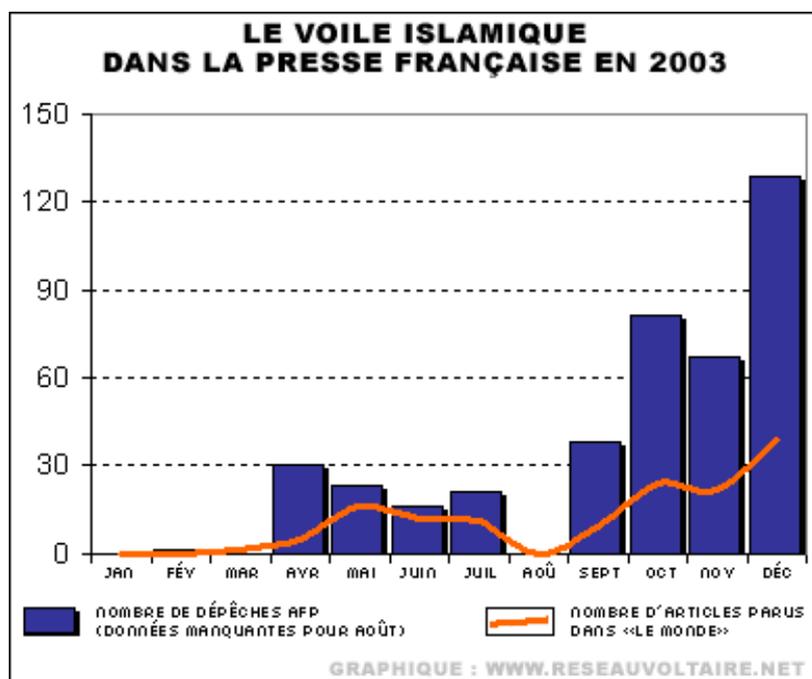
Depuis huit mois, la France est en proie à un vif débat « à propos » du voile islamique. Nous écrivons « à propos » parce que le voile n'est ici qu'un artifice qui masque des problèmes de fond et tente de les maintenir dans l'ordre du non-dit. C'est aussi un prétexte changeant puisque l'on l'évoqua d'abord au sujet des photos d'identité, puis de l'école et des entreprises, avant d'aborder les signes politiques et les marques commerciales, en passant par la liberté des femmes, voire la modification des jours fériés.

Tout débat « à propos » du voile islamique se doit de commencer par une définition de la laïcité, dont chacun se réclame pour mieux stigmatiser ses adversaires.

Rappelons donc que la laïcité est un mode d'organisation sociale où la Loi est le fruit d'un débat raisonné d'où sont exclues les convictions particulières. Ce système garantit à chacun la liberté de conscience (ce qui inclut le droit à l'apostasie et au blasphème) et à tous la paix civile.

Par un détournement sémantique, le terme de laïcité, qui implique une obligation de réserve pour les fonctionnaires, est employé à tort pour imposer des obligations identiques aux élèves. Pourtant, la question du port d'insignes particuliers par ceux-ci relève uniquement des choix pédagogiques des enseignants (l'éventuelle « sacralisation » de l'espace éducatif) et de l'exercice de leur autorité.

Pour comprendre la fonction politique du débat actuel, il faut en analyser la genèse et le rôle central qu'y joue un politicien médiatique.



Le 19 avril 2003, « *Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a délibérément relancé un débat hautement polémique en abordant la question du foulard islamique samedi au rassemblement annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) au Bourget* », rapporte l'AFP [1]. Ce débat, qui avait défrayé la chronique à la fin des années 80 semblait en effet clos, comme le montre l'étude quantitative des dépêches d'agence sur ce thème (cf. notre graphique).

Pour fabriquer la querelle, le ministre se rend au congrès de la plus importante fédération musulmane, laquelle ne réalise pas l'étrangeté de la situation et se pense honorée de tant de sollicitude. Prenant la parole avec paternalisme, le ministre se félicite de la création à son initiative d'un Conseil représentatif des musulmans de France. Là encore, nul ne s'étonne plus de cette ingérence de l'État dans le domaine religieux, dans la pure tradition napoléonienne et en totale contradiction avec les principes républicains [2]. Le ministre évoque alors la réglementation des photos d'identité pour marteler qu'il ne saurait en aucun cas autoriser le port du voile dans les documents anthropométriques. Cette question n'ayant aucune raison d'être abordée puisqu'aucun cas de litige administratif sur ce sujet n'est récemment répertorié, la déclaration se pose comme une provocation apparemment inutile. Une partie de la salle, piquée au vif, ne peut s'empêcher de siffler devant les caméras de télévision qui avaient été convoquées en nombre en prévision de cette réaction. Le conflit est engagé médiatiquement et pour ceux qui le perçoivent uniquement à travers un bref

extrait télévisé, il semble avoir été engagé par des musulmans revendicatifs contre un membre du gouvernement venu leur rendre visite « en ami ».

Cette initiative de Nicolas Sarkozy intervient un mois après le veto opposé par la France aux États-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu. Elle peut être interprétée comme une volonté d'importer la stratégie états-unienne du « clash des civilisations ». Le ministre de l'Intérieur fait ainsi d'une pierre deux coups : atlantiste fidèle opposé au veto français, il met indirectement en cause la politique proche-orientale de la France ; en rivalité permanente avec Jacques Chirac, déjà accusé aux États-Unis d'antisémitisme, il le harcèle sur une nouvelle question religieuse en le mettant en demeure de prendre ses distances avec les musulmans.

Au sein même de parti du président de la République, l'UMP, le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, met en place une mission d'information sur le port des signes religieux à l'école. Il y reprend une rhétorique classiquement tenue par les ultras du parti gaulliste et qui n'est pas sans rappeler celle de son père, Michel Debré, lors de la crise algérienne. À cette époque, faisant fi des principes républicains dont elle se réclame, la France distinguait dans ses départements d'Algérie deux collèges électoraux : les Français et les Musulmans.

Pour se dégager de cette situation, Jacques Chirac met en place une commission indépendante dont il confie la présidence à un démocrate-chrétien, Bernard Stasi. Mais, loin de poser le problème philosophico-politique de fond, cette commission se contente d'une approche gestionnaire des conflits survenus dans les services publics. Au lieu de redéfinir des principes consensuels, elle émet une série de propositions réglementaires qui ouvrent une multiplicité de polémiques techniques.

Le débat artificiellement provoqué par Nicolas Sarkozy s'enfle d'autant plus que la question de l'interdiction du voile islamique sert à beaucoup de prétexte habile pour signifier symboliquement le rejet des Français musulmans hors de l'espace public. Le théologien Tariq Ramadan, qui met en garde ses coreligionnaires contre le réflexe du repli communautaire et les incite à s'engager en politique, devient alors la cible des personnalités atlantistes. Il est accusé d'antisémitisme avant d'être mis en cause indirectement et rendu responsable des opinions de son père et de son frère. Un débat est organisé par la chaîne de télévision publique France 2 entre Nicolas Sarkozy et Tariq Ramadan. Au cours de celui-ci, le ministre de l'Intérieur somme son interlocuteur de dénoncer publiquement sa famille. Le message est clair : dans la stratégie états-unienne du « clash des civilisations », ce qui est demandé aux musulmans européens, ce n'est pas d'adapter leurs pratiques religieuses aux sociétés occidentales, c'est de rompre avec les populations du Proche-Orient. Mais en jouant la carte états-unienne pour satisfaire ses ambitions personnelles, Nicolas Sarkozy réveille les vieux démons de l'intolérance.

Dossier sur le voile :

Les documents de référence sont intégralement consultables sur reseauvoltaire.net/voile.html

- ▶ Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État
 - ▶ Arrêt du Conseil d'État sur les signes religieux à l'école (27 novembre 1989)
 - ▶ Rapport du Commissariat général du Plan et de l'Institut universitaire de Florence, Chaire Jean Monnet d'études européennes : « Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne » (novembre 2000)
 - ▶ Rapport du Haut Conseil à l'intégration : « Islam dans la République » (novembre 2000)
 - ▶ Rapport de Régis Debray *L'Enseignement du fait religieux dans l'École laïque* (février 2002)
 - ▶ Composition de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur les signes religieux à l'école (27 mai 2003)
 - ▶ Rapport de François Baroin *Pour une nouvelle laïcité* (Club Dialogue & Initiative) (juin 2003)
 - ▶ Installation de la Commission de réflexion sur la laïcité par le président Chirac (3 juillet 2003)
 - ▶ Le port du foulard islamique à l'école - Étude de législation comparée en Europe (Sénat français) (novembre 2003)
 - ▶ La Laïcité par Jean-Michel Baylet (18 novembre 2003)
 - ▶ La Laïcité aujourd'hui - Rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (décembre 2003)
 - ▶ Rapport de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la question du port des signes religieux à l'école (12 décembre 2003)
 - ▶ Auditions de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la question du port des signes religieux à l'école (12 décembre 2003)
 - ▶ Rapport de la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République (11 décembre 2003)
 - ▶ Discours de Jacques Chirac relatif au respect du principe de la laïcité dans la République (17 décembre 2003)
 - ▶ Discours de Mgr Jean-Pierre Ricard après l'annonce d'une loi sur la laïcité (18 décembre 2003)
 - ▶ Déclarations de cheik Mohamed Sayed Tantawi et Nicolas Sarkozy (30 décembre 2003)
 - ▶ Communiqué du Conseil européen de la fatwa et de la recherche sur la question du foulard islamique en France (3 janvier 2004)
-

[1] « Nicolas Sarkozy relance le débat sur le foulard islamique », par Martine Nouaille, AFP, 20 avril 2003, 14h37 GMT.

[2] Le projet de création de ce Conseil s'inspire de l'organisation du culte israélite par Napoléon Ier. Il a été mené successivement par quatre ministres de l'Intérieur : Charles Pasqua, Jean-Pierre Chevènement, Daniel Vaillant et Nicolas Sarkozy. L'État aime à se fabriquer des interlocuteurs.

Gore Vidal dresse le constat de faillite de la démocratie états-unienne

Analyse

Le sénateur démocrate Edward Kennedy relève dans le *Washington Post* que l'attaque de l'Irak n'était justifiée par aucun des arguments publiquement avancés, mais avait été planifiée à l'avance pour d'autres mobiles. Les conséquences en sont désastreuses pour les États-Unis, aussi bien en termes de vies perdues que de relations internationales détériorées. C'est pourquoi, conclut-il, Bush doit partir.

Gore Vidal, que les critiques qualifient souvent de plus grand écrivain états-unien vivant, va plus loin encore. Il ne se contente pas d'appeler à changer l'hôte de la Maison-Blanche, mais déplore la dérive politique de son pays. Dans *The Independent*, il constate que la moitié de ses concitoyens, pris de dégoût, n'ira pas voter. Tandis que l'opinion publique intérieure se divise entre impérialistes et anti-impérialistes sous l'œil silencieux des grands médias qui, devenus de purs instruments de propagande, ignorent toute contestation du système. Le moment est venu, assure-t-il de rédiger une nouvelle constitution. Peut-être cela sera-t-il l'objet des élections suivantes.

L'ancien sénateur démocrate Gary Hart donne, dans le *Washington Post*, un exemple du décalage entre la vérité médiatique et les faits auquel il a assisté. Ainsi, il révèle qu'il a participé à des contacts secrets états-uno-libyens, en 1992, et que Bush père refusa d'y donner suite. Il en conclut que l'évolution actuelle des relations entre les deux pays n'est nullement due à une inflexion libyenne après l'attaque de l'Irak, mais à un changement états-unien.

Un autre exemple de ce décalage est évoqué par l'ambassadeur Tony Kevin,

dans *The Age*. Il s'y indigne des mensonges du Premier ministre John Howard à propos de l'engagement australien en Irak. Il apparaît aujourd'hui que, contrairement aux déclarations officielles, les SAS australiens sont entrés en action en Irak avant le début officiel des hostilités.

Il existe toutes sortes de mensonges en politique, en voici un qui ressort de l'intoxication classique : Nir Boms et Erick Stakelbeck, proches de l'ancien patron de la CIA James Woolsey, s'indignent dans le *Jerusalem Post* du traitement infligé par la France au dissident syrien Nizar Nayouf. Celui-ci, qui a obtenu le statut de réfugié politique, se serait vu interdire de revenir en France s'il allait participer à un colloque aux États-Unis. Pour les deux auteurs, cette affaire soulève la question des liens inavouables entre Paris et Damas. Il se trouve que Nizar Nayouf joue aujourd'hui pour les services de propagande d'Israël et des États-Unis le rôle qui fut dévolu l'année dernière aux « transfuges » irakiens. Nayouf prétend savoir, de source anonyme, que les fantomatiques armes de destruction massive irakiennes sont cachées en Syrie. Ses imputations servent de fondement aux déclarations belliqueuses de Condoleezza Rice sur fond de déploiement des forces US.

Il existe aussi des mensonges que l'on croit de courtoisie et qui ne font qu'ajouter à la confusion. Le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, publie une tribune libre dans dix quotidiens de pays qui viennent d'adhérer à l'Union européenne. Il s'applique à rassurer ses lecteurs en affirmant que la France ne remet pas en cause l'élargissement, mais l'accompagne d'un approfondissement. La formule vise à faire admettre le projet de Constitution, y compris sa règle de vote, ce qui revient à écarter la règle établie par le Traité de Nice, pourtant rédigé sous présidence française. En outre, cette même formule permet d'annoncer la multiplication de traités entre États « pionniers », ce qui implique concrètement que les prochaines avancées seront intergouvernementales et non pas communautaires. Enfin, Jean-Pierre Raffarin plaide pour une adaptation du Pacte de stabilité, c'est-à-dire concrètement pour démanteler les règles communautaires contraignantes actuelles. Bref, l'on fera paradoxalement avancer l'Union en s'en écartant. Au-delà de l'exercice de style qui consiste à tenir un discours inverse à sa pratique, la question est de savoir pourquoi l'exécutif français persiste dans une rhétorique européenne qu'il vide de sens ? Pourquoi il n'explique pas sincèrement qu'il remet en cause l'évolution institutionnelle des dix dernières années ?

Et puis il y a les mensonges par auto-conviction. Le théologien Ian Bradley défend dans le *Guardian* le système religieux particulier du Royaume-Uni. Tout en admettant son caractère anachronique, il lui trouve un charme et une adaptabilité qui font défaut aux modèles états-unien et français.

La députée sud-africaine Raenette Taljaard dénonce dans l'*International Herald Tribune* la prolifération des armées privées dans le monde et leur implication en Irak. Elle rappelle que son pays s'est dotée d'une loi prohibant le mercenariat, mais ne peut interdire à des sociétés de mercenaires sud-africains d'opérer en Irak sous contrat de la Coalition. Soulignons qu'à l'initiative de l'ONG Survie, une loi comparable a été adoptée par le Parlement français. Enfin, le colonel Bob Stewart se fait le porte-parole de ses collègues dans le *Scotsman*. Les forces britanniques en Irak sont sous-équipées et soumises à des feux « amis » de leurs homologues états-unien. La responsabilité de cette situation, et des pertes qui en découlent, incombe au ministre de la Défense et au Premier ministre, écrit-il.

Edward M. Kennedy



Edward M. Kennedy, frère de l'ancien président John F. Kennedy et de l'ancien sénateur Robert Kennedy, est sénateur démocrate du Massachusetts.

« Une guerre malhonnête »

Source : Washington Post

Référence : « *A Dishonest War* -><http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A23717-2004Jan16.html>, par Edward M. Kennedy, *Washington Post*, 18 janvier 2004.

Comme les récentes déclarations de **Paul O'Neil** l'ont confirmé, la décision de faire la guerre à L'Irak a en réalité été prise dès l'entrée en fonction de l'administration Bush. **Colin Powell** voulait poursuivre la politique d'endiguement, mais le 11 septembre a donné aux avocats de la guerre l'ouverture nécessaire à la réalisation de leur projet.

Suite au 11 septembre, on a tenté très vite de lier l'Irak et Al Qaïda, **Donald Rumsfeld** a créé le Bureau des plans spéciaux pour court-circuiter les réseaux de renseignement classiques et **Dick Cheney** faisaient pression sur la communauté du renseignement pour qu'elle fournisse des rapports compatibles avec le discours officiel. Dès la fin de l'année 2001, les déclarations de l'administration Bush se détournèrent de l'Afghanistan et de la guerre au terrorisme pour se concentrer sur l'Irak. Alors que Ben Laden était encore en fuite, le président se concentra sur l'Irak et utilisa cet argument comme argument électoral lors de l'élection de novembre 2002 pour détourner l'attention des difficultés économiques et diviser les démocrates. Cela fonctionna et les républicains prirent le contrôle du Congrès.

Cheney, Rumsfeld et **Wolfowitz** convinquirent alors le président que la guerre serait une partie de plaisir, que nous n'avions pas besoin de l'ONU et que nous serions accueillis en libérateur par les Irakiens. La nature du régime irakien n'a jamais été la raison de la guerre jusqu'à ce que les autres explications ne fassent long feu. L'Irak n'était pas une menace et n'entretenait pas de liens avec Al Qaïda. Des ressources ont été détournées, des vies perdues, nous sommes haïs dans le monde et d'après **Tom Ridge**, Al Qaïda nous menace encore.

Le président nous a trompé et il ne mérite pas d'être réélu.

Gore Vidal



Romancier, essayiste et dramaturge états-unien engagé, Gore Vidal est l'auteur récemment de *Inventing a Nation : Washington, Adams, Jefferson*. Il a rédigé un dossier spécial pour le journal britannique *The Guardian* dans lequel il affirme que l'administration Bush avait connaissance des attentats du 11 septembre avant qu'ils aient lieu.

« La guerre contre les mensonges »

Source : The Independent

Référence : « The war against lies », par Gore Vidal, *The Independent*, 18 janvier 2004.

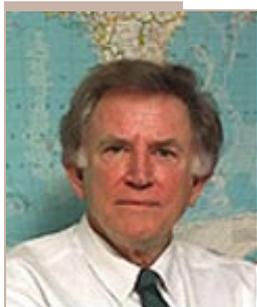
Il est souvent difficile d'expliquer aux étrangers ce qu'est vraiment notre élection présidentielle. Nous nous accrochons à un système bipartisan comme la Rome impériale s'accrochait aux deux consuls, vestige de l'ère républicaine. Ils régnaient cérémonieusement mais ce n'étaient pas eux qui décidaient des politiques.

Depuis Roosevelt, les présidents états-uniens, qu'ils se présentent comme républicains ou démocrates, jouent aux apprentis sorciers et font construire des armes de plus en plus chères par une main d'œuvre de plus en plus craintive en raison de l'attitude des médias. Ces derniers n'analysent plus, n'informent plus, ils définissent un ennemi maléfique qui accumule des armes de destruction massive (comme nous le faisons) pour nous anéantir.

Comment la population, habituée à ce qu'on lui mente, se comportera-t-elle aux prochaines élections alors que les candidats dépensent des milliards pour nous présenter une fausse image de notre (de leur) union ? Un électeur sur deux n'ira pas voter. De plus en plus d'électeurs considèrent que la politique irakienne était un erreur et on peut donc penser que la saison des primaires sera secouée par des événements importants quand on sait lire entre les lignes des *Pravda* de Rupert Murdoch.

Les mouvements anti-guerre organisent de grandes manifestations dont les médias ne parlent pas. Les trois favoris des primaires démocrates sont des candidats anti-guerre (même si Howard Dean est le seul à s'y être toujours opposé). Si George W. Bush perd, ce que les médias n'envisagent même pas, ça sera entièrement dû à une réaction classique de l'électorat contre les guerres étrangères et surtout les guerres impériales. 60 % des Américains continuent de croire que l'Irak et Al Qaïda sont liés, mais le mouvement anti-impérialiste ne cesse de croître. Bush a permis de créer une scission dans le pays entre les impérialistes et les anti-impérialistes. Les médias sont furieux contre cette orientation de l'élection qui s'éloigne de la norme qui consiste à débattre en attaquant la personnalité de l'adversaire. En outre, Bush a rendu évident le caractère corrompu de notre système politique et peut-être que les élections qui suivront celles-ci porteront sur la nécessité d'une nouvelle constitution.

Gary Hart



Gary Hart est ancien sénateur démocrate du Colorado (1975-1987). Il a été coprésident de la U.S. Commission on National Security/21st Century et du groupe de travail sur la sécurité intérieure du Council on Foreign Relations qui a publié un rapport intitulé : *America Still Unprepared, Still At Risk*. Il est aujourd'hui conseiller pour Coudert Brothers, un cabinet juridique international.

« Mes négociations secrètes avec la Libye et pourquoi elles n'ont conduit nulle part »

Source : Washington Post

Référence : « My Secret Talks With Libya, And Why They Went Nowhere », par Gary Hart, *Washington Post*, 18 janvier 2004.

En février 1992, cinq ans après que j'ai quitté le Sénat, j'avais été approché à Athènes par un « attaché naval » de l'ambassade libyenne, sans aucun doute lié aux services de renseignement de son pays. Jugeant que je n'étais pas la personne adéquate pour servir d'intermédiaire avec la première administration Bush, j'avais prévenu le **département d'État** du contact. On m'avait répondu qu'aucune discussion n'aurait lieu avec la Libye tant qu'elle ne livrerait pas les poseurs de bombe du vol de la Pan Am. Je transmettais cette réponse aux Libyens et ils me répondirent qu'ils étaient prêts à analyser cette éventualité. Après trois jours de discussions à Genève, en mars 1992, les Libyens acceptèrent de livrer les deux suspects si l'administration Bush s'engageait à reprendre les discussions sur la levée des sanctions économiques et la normalisation des relations avec les États-Unis. Les responsables du département d'État me déclarèrent qu'ils ne considéraient pas cette offre comme sérieuse, mais Tripoli insista et il fut alors convenu que les suspects de l'attentat seraient amenés à Genève d'où ils seraient ensuite transférés par un avion états-unien ou des Nations unies vers New York ou Londres.

L'administration Bush refusa à nouveau cette offre en prétextant que si les deux suspects arrivaient en Suisse, ils tomberaient sous le coup de la juridiction helvétique et ne seraient pas forcément extradés.

Ce manque d'intérêt pour les négociations s'explique sans doute par le fait que les Américains ne voulaient pas discuter avec la Libye, quelles que soient les conditions. Les discussions reprirent à Tripoli, mais les États-Unis ne voulaient toujours rien entendre. Cette histoire prouve que nous aurions pu normaliser nos relations avec la Libye depuis longtemps et que les mouvements récents n'ont rien à voir avec la guerre en Irak.

Tony Kevin



Tony Kevin est ancien ambassadeur d'Australie au Cambodge et en Pologne. Il est chercheur à l'école des études Asie-Pacifique de l'Australian National University.

« Notre discutable tactique en Irak »

Source : The Age

Référence : « Our questionable tactics in Iraq », par Tony Kevin, *The Age*, 17 janvier 2004.

Quelques jours après la fin de la Guerre en Irak, *The Age* nous apprenait que les troupes australiennes avaient livré leur première bataille en Irak un jour avant que le président états-unien **George W. Bush** déclare que l'invasion de l'Irak avait commencé. Cette information a suscité peu de réaction en Australie en dépit de son implication stratégique.

En effet, les SAS australiens, implantés sur le territoire irakien, se sont attaqués à des rampes de lancements de missiles SCUD qui pouvaient théoriquement frapper Israël, 16 heures après la fin de l'ultimatum. Pourtant, quand Bush a lancé son ultimatum de 48 heures à Saddam Hussein pour qu'il quitte l'Irak avec ses fils, **John Howard** déclarait encore qu'il ne savait pas quand et comment les troupes australiennes interviendraient en cas de refus irakien. Il affirmait même ne pas savoir si elles interviendraient alors que les commandos australiens pénétraient en Irak.

Cette action préventive confirme que l'Australie était un élément essentiel du planning militaire états-unien. Aussi, quand, le 18 mars, Howard déclarait au Parlement qu'aucune décision n'avait encore été prise concernant l'engagement des troupes australiennes en Irak, il mentait. Cette attaque préventive était déloyale, mais Canberra voulait être vu comme un allié fiable de Washington.

Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

« Un dissident à Paris »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A dissident in Paris », par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Jerusalem Post*, 17 janvier.

Nizar Nayouf a été torturé dans une prison syrienne et il en porte encore les séquelles physiquement aujourd'hui pour avoir simplement voulu fonder une organisation de défense des Droits de l'homme en Syrie contre le régime totalitaire ba'asiste. En dépit de ses blessures, Nayouf continue son combat pour libérer et démocratiser la Syrie, mais il est à nouveau dans un endroit inhospitalier pour conduire ses activités pro-démocratiques : Paris.

Libéré des prisons syriennes en 2001 grâce à l'intervention de Lionel Jospin, Nayouf a obtenu le statut de réfugié politique en France en juillet 2002. Après ce début prometteur, l'expérience française de Nayouf a mal tourné. Pendant 18 mois, le gouvernement français a refusé de donner accès aux documents

officiels lui permettant de voyager librement pour poursuivre ses activités. Officiellement, cela est en lien avec la prétendue possession d'un passeport syrien par Nayouf et à des erreurs bureaucratiques, mais cela est plus sûrement dû aux manœuvres de Damas pour museler son opposition. Aujourd'hui contraint de rester à Paris, Nayouf n'a pu se rendre à une conférence à Washington où il était invité, mais où les autorités françaises ne souhaitent pas qu'il aille. Son cas est étudié au ministère des Affaires étrangères français, mais le fait que **Condoleezza Rice** l'ait dernièrement présenté comme une source lui permettant d'affirmer que les armes de destruction massive irakiennes sont aujourd'hui en Syrie ne va pas faciliter les choses. Cette affaire soulève des questions sur les liens de la France au Proche-Orient.

Jean-Pierre Raffarin



Jean-Pierre Raffarin est Premier ministre français.

« La France pour l'Europe »

Source : Réseau Voltaire

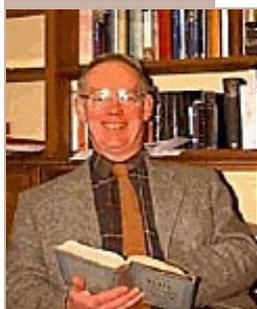
Référence : « La France pour l'Europe », par Jean-Pierre Raffarin, *Réseau Voltaire*, 17 janvier 2004. Cette tribune a également été diffusée dans dix quotidiens européens.

En dépit de l'absence d'accord à Bruxelles sur le traité constitutionnel, nous ne perdons pas l'espoir d'aboutir. L'Europe, pour la France, est d'abord une communauté d'âmes fondée sur l'humanisme avant d'être une géographie. Nous avons fait le choix de l'élargissement en confiance en acceptant les sacrifices que cela impliquait. Nous voulons un rapprochement des peuples autour d'un destin commun et briser les murs qui les ont divisés. Pour nous, l'élargissement a toujours impliqué l'approfondissement et la France y a contribué depuis la création de l'Union européenne. Nous estimons qu'il faut une constitution à l'Europe et le travail de la **Convention européenne** est un véritable acquis européen, un projet équilibré et innovant. En tant que chef de gouvernement, je suis très attaché à la règle de double majorité qui donne une légitimité indiscutable aux décisions européennes.

Nous allons, dans cette présidence irlandaise, continuer à travailler pour convaincre les autres de la nécessité de cette constitution. Les groupes pionniers construiront l'avenir dans le respect de l'acquis communautaire tandis que la relation germano-française servira de pôle d'accueil pour ceux qui souhaitent renforcer leur coopération.

Au sein de l'Eurogroupe, je souhaite faire évoluer le Pacte de stabilité pour qu'il prenne compte des évolutions conjoncturelles. Il faut également une parité plus compatible entre euro et dollar. Mon gouvernement a entamé des réformes structurelles visant à relancer la croissance française et aider ainsi la croissance européenne dans son ensemble. Nous voulons construire pour les Européens, un espace de croissance durable, une vision humanisée de la mondialisation et une relation euro-américaine nouvelle, fondée sur une capacité de dialogue d'égal à égal.

Ian Bradley



Ian Bradley est professeur de théologie et d'histoire des Églises à la St Andrews University.

« Les États dans lesquels nous sommes »

Source : The Guardian

Référence : « The states we're in », par Ian Bradley, *The Guardian*, 17 janvier 2004.

Les États-Unis s'enorgueillissent de leur séparation de l'Église et de l'État, mais chaque église a en son sein la bannière étoilée. La laïcité française est plus autoritaire et la détermination de Jacques Chirac à interdire le port du voile islamique est susceptible de réveiller les antagonismes en France. Le Royaume-Uni, pour sa part, ne se voit ni comme un État confessionnel, ni comme un État laïc. Certaines Églises établies ont une relation étroite avec le monarque et un peu plus éloignées avec les autres institutions.

Certains voient cet arrangement comme une situation privilégiant le christianisme par rapport aux autres religions, mais d'autres l'interprètent comme une protection pour les valeurs spirituelles et les autres fois. On trouve d'ailleurs certains des plus chauds partisans de ce système chez les responsables religieux des communautés non-chrétiennes car il donne une dimension spirituelle à l'État et inscrit le sacré au cœur de la vie nationale. En outre, le prince de Galles a encouragé les Églises d'Angleterre et d'Écosse à entretenir un dialogue œcuménique.

Le système britannique peut apparaître comme anachronique, mais il s'est avéré être plus ouvert, flexible et tolérant que le mélange de liberté individuelle et de patriotisme états-unien et l'attachement français aux concepts républicains laïcs du XVIIIème siècle.

Raenette Taljaard



Raenette Taljaard est la plus jeune membre du parlement sud-africain. Elle est chercheuse au Yale World et connue pour ses prises de positions en faveur de la régulation

« Le danger du mercenariat moderne »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The danger of latter-day mercenaries », par Raenette Taljaard, *International Herald Tribune*, 17 janvier 2004.

L'instabilité de l'Irak de l'après-guerre a été juteuse pour les services d'armées privés qui sont embauchés par l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak pour assurer pléthore de missions de sécurité. Ces compagnies privées ont également trouvé un marché lucratif en Afghanistan. Cette situation soulève des problèmes pratiques et éthiques qui doivent être étudiés avant qu'on en perde le contrôle. Les entreprises privées de sécurité font perdre aux États le monopole de l'usage de la force et, chacune avec leurs spécialités, elles peuvent fournir la totalité des services normalement fournis par les forces militaires étatiques. Cela pose un certain nombre de problèmes du fait du manque de transparence, des actions de

ces entreprises motivées par le profit et d'éventuels conflits d'intérêts.

L'émergence de ces compagnies fait partie partiellement de l'héritage de la diminution des armées consécutives à la fin de la Guerre froide. Les trois pays qui font le plus appel à elles sont l'Afrique du Sud, qui a commencé à se pencher sur la question d'un point de vue législatif suite aux débordements de Security Outcome, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce développement pose un sérieux problème à la paix et à la sécurité car la plupart des conflits désormais impliquent des acteurs non-étatiques qui peuvent les recruter.

La législation sud-africain de 1998 vise donc à distinguer les pratiques d'assistance militaire et le mercenariat, pour sa part interdit. Cette distinction est fixée par une commission, mais aujourd'hui des compagnies sud-africaines opèrent en Irak sans le consentement formel de cette dernière. C'est pour cela que nous devons développer une législation internationale sur les compagnies de sécurité.

Bob Stewart



Le colonel britannique Bob Stewart a été commandant des troupes de l'ONU en Bosnie.

« Hoon et Blair doivent reconnaître leur responsabilité dans la mort de soldats »

Source : The Scotsman

Référence : « Hoon and Blair must accept liability for deaths of soldiers », par Bob Stewart, *The Scotsman*, 18 janvier 2004.

Bien que cela ne soit pas avoué, l'armée britannique doit faire trop avec trop peu de moyen et bien que nous ayons les meilleurs militaires du monde notre entraînement, notre matériel et notre nombre de troupes sont inadéquats pour les tâches qui nous ont été confiées par le gouvernement. Les officiers font avec ce qu'ils ont sans se plaindre, mais nous vivons dans le mensonge.

Cette triste réalité est illustrée dernièrement par la mort en Irak du sergent Steven Roberts, mort car il n'y avait pas assez de gilet pare-balles. Nous ne sommes pas suffisamment équipés pour mener cette guerre, contrairement à ce qu'affirme **Geoff Hoon**. Les troupes se plaignent de plus en plus du manque de protection et craignent les tirs des Américains plus que ceux des Irakiens. Nous savons que ces craintes sont justifiées.

Nos troupes ne manquent pas que de matériels militaires, elles sont également mal soignées et l'intendance ne suit pas. **Geoff Hoon** avait déclaré avant la guerre que tout le matériel nécessaire se trouvait sur le théâtre des opérations, mais l'armée gère ses stocks en flux tendu et de façon inefficace. Nos troupes doivent donc parfois vivre honteusement avec l'aide des troupes américaines. Dans ces conditions, Geoff Hoon et **Tony Blair** doivent reconnaître leur responsabilité dans les morts à la guerre.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

Le Forum économique de Jeddah offre aux pays arabes l'occasion de discuter de l'établissement d'un marché unique entre eux

Référence : « Hariri Explains How to Rebuild an Economy », par Mohammed Alkhereiji, *Arab News*, 19 janvier 2004. « Erdogan Rejects Idea of Common Market », par K.S. Ramkumar, *Arab News*, 19 janvier 2004. « World Split Into Doers & Sayers : Turkish PM », par Roger Harrison, *Arab News*, 19 janvier 2004.

Le Forum économique qui s'est ouvert à Jeddah, en Arabie saoudite, dimanche 18 janvier 2004, a été l'occasion de débattre de l'établissement d'un espace économique commun pour le monde arabe.

Le premier intervenant n'était autre que le Premier ministre libanais, Rafic Hariri, qui a décrit par le menu le « *miracle économique* » libanais, qui a permis à son pays de se redresser d'une guerre civile meurtrière et coûteuse. Depuis 1992, le Liban est parvenu à reconstruire les infrastructures du pays, à réorganiser les armées et à relancer l'activité économique. Ceci grâce une politique de reconstruction, non seulement de l'économie du pays, mais aussi de ses institutions politiques et sociales. Rafic Hariri a néanmoins souligné qu'il restait des problèmes à résoudre : « *tout d'abord, une partie du sud du pays est occupée, et deuxièmement, nous avons une dette publique et un déficit budgétaire* ».

Selon lui, le Liban « *a besoin de meilleures relations entre les partis politiques du pays. Nous devons aborder les problèmes tous ensemble et essayer de les résoudre tous ensemble, car vivre ensemble est essentiel pour le peuple libanais. (...) Les partis politiques doivent comprendre qu'aucun d'entre eux ne peut gouverner seul et qu'ils doivent s'accorder sur un programme politique qui sauvera l'économie et l'avenir du pays* ».

Le Premier ministre libanais a également soutenu l'appel de l'auditoire en faveur d'un marché commun arabe, indiquant : « *Nous devons détruire tous les obstacles au commerce entre les pays arabes* ».

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a rejeté pour sa part cette initiative, la Turquie étant actuellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne. « *Je ne souscris pas à la vision d'un marché commun fondé sur la base de la religion ou de l'ethnie* », a-t-il indiqué lors d'une réunion organisée par le Conseil Économique Turco-Saoudien, dimanche 18. Selon lui, un marché économique fondé sur de tels critères ne fonctionnera pas : « *Nous sommes un*

pays islamique et nous suivons les valeurs islamiques, notamment la coopération avec les autres pays pour le bien de tous ». La Turquie a envoyé une importante délégation au Forum de Jeddah, un signe, selon les spécialistes, de sa volonté de renforcer ses liens économiques avec l'Arabie saoudite. Recep Erdogan a affirmé par ailleurs que son pays avait libéralisé ses lois liées aux investissements étrangers, et que la loi turque ne faisait aucune distinction entre un investisseur turc et un investisseur étranger. De plus, son pays est en train de renforcer les liens commerciaux avec la Syrie, l'Iran et la Jordanie, ainsi qu'avec d'autres pays voisins et l'Arabie saoudite. La Turquie se concentre désormais davantage sur le Proche-Orient, qui est devenu une région importante dans le monde de l'après-guerre d'Irak. D'après le Premier ministre turc, les pays qui ouvrent leurs portes à une interaction économique et politique sont les futurs gagnants dans ce nouvel univers. Ceux qui se plongent dans l'isolationnisme en seront les perdants. Les gouvernements devraient jouer un rôle plus faible dans le domaine économique et laisser au secteur privé le soin de s'en occuper.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

Deux officiels irakiens appellent l'Arabie saoudite à participer activement à la reconstruction de l'Irak

Référence : « Iraq Is Waiting for You, Saudi Investors Told », par Kinda Balkhair, *Arab News*, 19 janvier 2004.

Deux importants officiels irakiens ont incité, dimanche 18 janvier 2004, l'Arabie saoudite à investir dans l'Irak de l'après-Saddam Hussein.

Samir Sharkir Mahmood, membre du Conseil de gouvernement transitoire irakien, et Abdul Amir Raheema al-Abood, ministre de l'Agriculture, ont en effet déclaré, lors du Forum économique de Jeddah qu'ils cherchaient à instaurer, malgré le manque de stabilité actuelle du pays, un futur Irak stable.

Ils ont souligné dans leur intervention que la prospérité et la paix dans la région ne pourraient pas survenir du jour au lendemain et nécessiteraient une planification à long terme ainsi que l'aide de la communauté internationale.

« *Nous sommes prêts à travailler avec vous et nous vous invitons en toute amitié à participer à la reconstruction du pays* », a déclaré Samir Sharkir Mahmood. « *Les Saoudiens n'ont pas besoin de passer par un intermédiaire, ils sont les bienvenus en tant qu'individus ou en tant que sociétés (...)* L'Arabie saoudite sera traitée sur un pied d'égalité », a-t-il ajouté. Selon lui, « *les transformations historiques qui ont lieu dans mon pays bien-aimé, les changements qui se déroulent actuellement auront un impact, non seulement sur l'Irak, mais sur toute la région et, je pense, sur le monde* ».

Il a décrit par le menu l'état de l'économie irakienne sous Saddam Hussein, focalisée sur la militarisation, le contrôle centralisé, un secteur public arriéré et un secteur privé opprimé.

Malgré des données statistiques catastrophiques (dont le passage de réserves monétaires de 35 milliards de dollars avant l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein à une dette supérieure à 100 milliards de dollars lors de sa destitution), il s'est montré optimiste quant aux capacités du pays à se relever. Celles-ci s'incarnent dans les Irakiens qui ont échappé durant des années au contrôle du gouvernement central, et notamment les quatre millions d'Irakiens vivant à l'étranger, où ils ont acquis des formations essentielles pour l'économie. La politique économique de l'Irak sera désormais « tournée vers l'élévation du niveau de vie des Irakiens grâce à la reconstruction des infrastructures, la création d'un environnement amical et favorable au secteur privé et aux investissements étrangers, l'incitation à la liberté de commerce et la réduction des impôts ».

Le président de la séance, Kamel Lazzar, qui préside la société suisse Swicorp, a déclaré à l'auditoire que l'Irak était « un Eldorado en construction dans les années à venir ».

Samir Sharkir Mahmood a souligné l'importance de la participation des États-Unis en Irak, malgré le scepticisme des médias arabes.

Le ministre de l'agriculture irakien, Abdul Amir Raheema al-Abood, a ajouté que, dans le domaine agricole, 35 nouvelles usines allaient s'ouvrir en Irak et que les sociétés et les personnes étrangères - y compris les Saoudiens - étaient invitées à prêter ou à investir dans ce secteur. Leur activité inclut l'élevage de bétail, l'utilisation de terres arabes, mais surtout l'accès à l'eau.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

Le président syrien souhaite mener une action diplomatique conjointe avec la Turquie sur le dossier irakien

Référence : « We've Gone a Long Way in Turkish Ties, Says Bashar », par Abdul Rahman Al-Rashid, *Asharq Al-Awsat*, publié par *Arab News*, 19 janvier 2004.

Le président syrien Bashar al-Assad, a déclaré dans une interview au quotidien arabophone basé à Londres, *Asharq Al-Awsat*, que la Syrie avait « accompli beaucoup de chemin en peu de temps » afin d'établir des relations économiques et politiques avec la Turquie. « Nous avons de nombreuses choses en commun. La situation en Irak a fait naître un danger pour nos deux pays », a-t-il indiqué.

Le chef de l'État a ajouté qu'il souhaitait voir la Turquie et la Syrie jouer un rôle concerté dans les questions régionales, grâce au dialogue et à des efforts de coordination.

Interrogé sur la possibilité d'un accord avec Ankara sur l'Irak, et notamment sur le plan états-unien d'établissement d'un gouvernement fédéral, Bashar al-Assad a évoqué des « vues identiques » de la part des deux pays, sans préciser lesquelles. Il a souligné néanmoins que la Syrie était disposée à accepter ce que les Irakiens choisiraient par eux-mêmes. « Mais, a-t-il ajouté, nous avons appris des différents groupes irakiens qu'ils sont opposés à la division de leur pays et

à l'établissement d'un gouvernement fédéral sur des bases communautaires et ethniques ».

Faisant allusion aux exigences formulées par la Conseillère à la sécurité nationale états-unienne, Condoleezza Rice, qui demandait à la Syrie d'arrêter les infiltrations de terroristes en Irak, l'activité des activistes du Hamas et du Hezbollah sur son territoire et l'ingérence dans les affaires libanaises, le président syrien a déclaré que son pays était en dialogue permanent avec des personnalités états-uniennes, notamment des membres du congrès, auxquelles « nous avons expliqué notre position sur ces questions ».

D'après lui, Washington souhaite rendre hermétique la frontière syrienne, ce à quoi il a rétorqué que « nous leur avons expliqué que notre frontière avec l'Irak est similaire à leur frontière avec le Mexique, qui n'est pas dépourvue non plus d'intrusions et d'infiltrations ».

Quant à l'inquiétude de la Syrie au sujet de la présence de forces états-uniennes à ses frontières, il a indiqué que « en tant que super-puissance, les États-Unis n'ont pas besoin d'occuper l'Irak pour atteindre notre frontière. Ce que nous craignons réellement, pour nous et pour la région, est la division de l'Irak ». Il a rejeté les allégations selon lesquelles la Syrie serait isolée sur la scène internationale, sous la pression des États-Unis. Au contraire, « nous avons de très bonnes relations avec la Turquie, le Koweït, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Europe ». Il a également démenti les informations parues dans le *Daily Telegraph*, selon lesquelles Damas disposerait d'armes de destruction massive (ADM), avant de rappeler que la Syrie souhaitait voir un Proche-Orient libéré de toutes les ADM.

Il a conclu en évoquant les prochaines élections présidentielles au Liban, pour lesquelles il a assuré que son pays soutiendrait tous les candidats capables de rassembler les Libanais.

L'Orient Le Jour



Le Liban et la Russie évoquent la stabilité régionale et le dossier irakien

Référence : « Moscou appelle à la reprise des négociations entre Israël, la Syrie et le Liban », *L'Orient Le Jour*, 19 janvier 2004.

Le président libanais, Emile Lahoud, a reçu, samedi 17 janvier 2004, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Sultanov, en présence de l'ambassadeur russe à Beyrouth, Boris Bolotine. Il lui a indiqué que la Russie pouvait jouer un rôle, en association avec l'Union européenne, dans la relance du processus de paix au Proche-Orient. Des actions concertées pourraient en effet permettre de « mettre un terme à l'escalade alimentée par Israël dans le but de raviver les tensions », selon le quotidien libanais *L'Orient Le Jour*.

En effet, selon Emile Lahoud, Israël tente de profiter au maximum de la campagne présidentielle états-unienne, « pour multiplier des acquis qui serviront à nourrir ses appétits colonialistes et expansionnistes, sans à aucun moment faire une quelconque concession qui pourrait servir un tant soit peu l'installation d'une paix juste, durable et globale qui, seule, mettrait fin au

conflit israélo-arabe ».

Il a cité comme preuve de l'absence de volonté de paix du Premier ministre israélien, Ariel Sharon, les pressions constantes qu'orchestre Israël en direction de la Liban et de la Syrie. « *Face à toutes ces menaces, le Liban ne cédera pas sur ses constantes et continuera de miser sur les Nations unies, pour la crédibilité de l'Organisation d'une part, d'autant que l'affaiblissement de celle-ci et le fait de passer outre à ses résolutions porteront un sérieux coup à la volonté des peuples de trouver des solutions justes aux problèmes entre les États* », a-t-il déclaré, rappelant l'attachement de Beyrouth au droit de retour des réfugiés palestiniens et son refus de toute tentative de les implanter dans les pays d'accueil.

Alexandre Sultanov a affirmé pour sa part que la Russie « *soutient la reprise des négociations syro-israéliennes et libano-israéliennes, parce que ces pourparlers aideront, avant le début du dialogue, à instaurer le calme dans la région* ». Pris à parti par un journaliste au sujet de la frilosité de Moscou dans le dossier irakien, il a souligné que son pays accorde « *le plus grand intérêt à la question irakienne. Une solution à ce problème est dans l'intérêt de toute la région et de la communauté internationale, ainsi que dans l'intérêt national russe* ». Selon lui, la solution passe par l'octroi d'un rôle aux Nations unies, qualifiant au passage les récents événements survenus dans la région de « *très dangereux* ».

L'Orient Le Jour



Le Liban et Oman appellent au désarmement régional

Référence : « *Diplomatie - Pour Oman et le Liban, Israël doit aussi se débarrasser de ses ADM* », par Khalil Fleyhane, *L'Orient Le Jour*, 19 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Jean Obeid, s'est entretenu, samedi 17 janvier 2004, avec son homologue omanais, Youssef ben Alaoui ben Abdallah. Au terme de cette rencontre, les deux hommes ont critiqué les récentes déclarations états-uniennes et britanniques appelant la Syrie à cesser de soutenir le terrorisme et de produire des armes de destruction massive. Dans ce dossier global de désarmement du Proche-Orient, Jean Obeid a indiqué que « *s'il faut que la Syrie suive l'exemple de la Libye, Israël doit aussi suivre l'exemple de la Syrie. Il faut qu'Israël respecte les normes internationales qu'on veut imposer aux pays arabes* ». Le ministre omanais a lui rappelé que « *les pays arabes sont totalement d'accord sur l'importance de faire de la région du Proche-Orient une zone entièrement dépourvue d'ADM. (...) L'élimination des armes de destruction massive est une garantie pour le développement de la région* ».

Selon lui, « *la Syrie est un pays important pour la construction de la paix au Proche-Orient* ». Il a ensuite décrit les déclarations états-uniennes et britanniques comme des entraves à la paix plutôt que des contributions à son instauration.

Le ministre des Affaires étrangères libanais est revenu sur le dossier des

réfugiés palestiniens, pour lesquels il existe un projet états-unien d'implantation dans leurs pays d'accueil, par opposition au droit de retour qui leur permettrait de rentrer en Israël. Selon lui, cette question ne concerne pas seulement le Liban, mais l'ensemble des pays arabes. Il a donc appelé à la reconnaissance du droit de retour des Palestiniens dans « *un État souverain résultant d'un règlement juste et global dans la région.* »

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .